



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

Du 28 août au 7 septembre 2023

En bref

La Banque centrale du Mexique a révisé à la hausse ses prévisions de croissance pour **l'économie du Mexique à 3 % en 2023** (contre 2,3 % précédemment), **s'alignant ainsi avec les prévisions du Ministère des Finances. Cette révision résulte du dynamisme et de la résilience dont a fait preuve l'économie mexicaine depuis ce début d'année.** La croissance serait tirée notamment par la consommation privée et **l'investissement**. Les principaux risques pour la croissance sont : (i) un affaiblissement de la demande extérieure, en cas de récession profonde et durable aux États-Unis ; et (ii) des conditions financières plus strictes que prévues et/ou des épisodes de volatilité sur les marchés financiers internationaux.

LE CHIFFRE À RETENIR

3 %

Prévisions de **croissance de l'économie mexicaine** pour 2023 selon la Banque centrale du Mexique (Banxico)

Zoom sur

Suite à une proposition du Nicaragua, le Parlement centraméricain (Parlacen) **a approuvé l'intégration de la République populaire de Chine en tant qu'État observateur permanent**, révoquant ainsi le statut d'observateur détenu par Taiwan. Taiwan a accusé le régime de Daniel Ortega, qui a rompu ses relations **avec Taipei en décembre 2021, d'étendre l'influence de la Chine en Amérique centrale**, où seuls le Belize **et le Guatemala continuent d'entretenir des relations diplomatiques** avec le territoire insulaire. Le Guatemala a publié une déclaration condamnant le vote du Parlement centraméricain.

Mexique

1. ECONOMIE

La CEPALC (*Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes*) révisé à la hausse sa prévision du PIB du Mexique pour 2023 à 2,9 % (contre 1,5 % dans ses précédentes estimations). L'organisme se joint à la vague d'ajustement à la hausse des anticipations de croissance pour le PIB du Mexique. Depuis le siège de la Commission à Santiago du Chili, le directeur du développement économique a indiqué que l'économie mexicaine était beaucoup plus résiliente que prévu en début d'année. Cette performance serait liée à la croissance économique aux Etats-Unis, aux investissements étrangers dans le cadre du *nearshoring* mais également à la consommation intérieure, soutenue par un marché du travail dynamique et la croissance de la masse salariale réelle.

L'agence de notation Moody's relève ses prévisions de croissance pour l'économie mexicaine, à 3,3 % en 2023. Le dynamisme de l'économie mexicaine a dépassé les attentes des autorités et du marché ce premier semestre, de sorte que l'agence a ajusté à la hausse ses prévisions de croissance pour l'année, envisageant dès lors une expansion de 3,3 % contre 2,4 % précédemment. **L'agence maintient sa prévision de 1,9 % de croissance économique pour 2024.** En ce qui concerne l'inflation, elle s'établirait à 5,6 % en moyenne annuelle selon Moody's.

L'inflation poursuit sa décélération et s'établit à 4,64 % g.a. en août (contre 4,79 % g.a. en juillet), son niveau le plus bas depuis deux ans et demi. Si cette donnée est légèrement supérieure aux prévisions du marché (4,61 %), les perspectives d'inflation continuent de s'améliorer compte tenu des effets retardés du resserrement monétaire, au rebond impressionnant du peso au cours des derniers mois, et à la baisse des prix des matières premières. Le consensus de marché

prévoit une inflation globale de 4,7 % g.a. fin 2023 (contre 4,67 % g.a. dans les précédentes enquêtes), avec une inflation sous-jacente à 5,17 % g.a. (contre 5,16 % g.a.). Pour 2024, l'estimation de l'inflation globale demeure inchangée à 4 % g.a.

Les membres du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale du Mexique (Banxico) ont **décidé de maintenir le taux d'intérêt directeur à 11,25 %** pour la troisième réunion consécutive de politique monétaire. Si la trajectoire du niveau général des prix reste orientée à la baisse, l'inflation alimentaire persiste et s'établit à 8,44 % g.a. en août. Pour parvenir à une convergence ordonnée et soutenue de l'inflation globale vers l'objectif de 3 % +/- 1 pp, Banxico considère qu'il sera nécessaire de maintenir le taux de référence à son niveau actuel pendant une période prolongée. Le consensus de marché prévoit une baisse de 25 points de base début 2024. La banque centrale conserve sa prévision d'un retour à la cible au T4 2024.

Malgré la force du peso mexicain sur le marché **des changes et la hausse des taux d'intérêt, le commerce extérieur entre le Mexique et les Etats-Unis affiche une solide performance au S1 2023.** Selon les données statistiques des Etats-Unis, le commerce bilatéral total atteint près de 400 Mds USD ce premier trimestre, soit une croissance de 3,1 % en variation annuelle. Sur cette même période, le taux de change est passé de 19,48 à 17,13 MXN pour un dollar, ce qui constitue une appréciation de 12 %, et le taux d'intérêt de référence est passé de 10,5 à 11,25 %. **Le Mexique s'est distingué comme principal partenaire commercial des Etats-Unis, avec une part de 15,7 %, suivi du Canada (15,4 %) et de la Chine (10,9 %).** Les exportations du Mexique vers les Etats-Unis ont représenté 240 Mds USD au cours des six premiers mois de l'année (+5,4 % g.a.). Selon le chef économiste Amérique Latine de chez Barclays, l'effet de la demande pour les produits mexicains aurait été bien plus important que la hausse des prix provoquée par la variation du change.

Le gouvernement mexicain a réalisé le plus grand **refinancement de dette extérieure de l'histoire du pays avec le rachat anticipé d'un montant de 14,2 Mds USD**. Ces mesures ont été prises par le gouvernement en raison de l'environnement international incertain en lien avec le conflit entre la Russie et l'Ukraine, et la volatilité des marchés financiers. À la fin du deuxième trimestre 2023, le solde historique des besoins d'emprunt du secteur public, qui comprend les obligations du secteur public au sens large, s'élevait à 45,8 % du PIB, soit 3,6 points de pourcentage de moins que le niveau atteint à la fin de l'année 2022. Le solde intérieur s'est établi à 33,9 % du PIB à la fin du deuxième trimestre 2023, soit 1 point de pourcentage de moins qu'à la fin de l'année 2022. La composante externe a observé un solde de 214 Mds USD, ce qui correspond à 11,9 % du PIB à la fin du deuxième trimestre 2023, contre 14,5 % du PIB fin 2022.

2. FINANCES PUBLIQUES

Ce vendredi 8 septembre, le Ministre des Finances, Rogelio Ramirez de la O. présentera la proposition du budget 2024 (« *Paquete económico 2024* ») à la Chambre des députés et au Sénat. Le Budget contient : (i) les critères généraux de politique économique, qui établissent le cadre macroéconomique estimé pour 2024 (*taux de croissance du PIB, inflation, taux d'intérêt, taux de change, et prix estimé du mélange pétrolier et de la production de pétrole*) ; (ii) les recettes attendues des impôts et des taxes, ainsi que l'endettement ; et (iii) le projet des dépenses totales, ventilées par secteurs, programmes et agences. Le Président Andrés Manuel Lopez Obrador a déclaré qu'aucun nouvel impôt ne serait créé ou levé pour 2024.

La dette combinée de l'entreprise nationale pétrolière PEMEX et de la Commission fédérale de l'électricité (CFE) pèse lourdement sur les finances publiques du pays, représentant environ 7,5 % du PIB. PEMEX est l'entreprise qui contribue le plus à ces engagements financiers. A la fin du S1 2023, la dette de la compagnie pétrolière s'élevait à 110,5 Mds USD, soit 6,1 % du

PIB. Selon l'entreprise, l'augmentation de sa dette serait liée principalement à la forte appréciation du peso par rapport au billet vert. La dette de PEMEX est constituée à 95,5 % de dette financière, tandis que les 4,5 % restants correspondent à la monétisation de billets à ordre du gouvernement fédéral. Le solde de la **dette de la CFE s'établissait) 24 Mds USD à la fin du premier semestre, ce qui équivaut) 1,3 % du PIB du Mexique. Sur le solde total de cette dette ; 22,5 % correspondent à des dettes d'échéance court terme (inférieure à un an).**

Le Budget 2024 (« *Paquete Economico 2024* ») prévoirait une injection de capital de 11 Mds USD pour **l'entreprise nationale pétrolière PEMEX**, pour le remboursement de sa dette. Signe de l'inquiétude des investisseurs à l'égard de la dette de PEMEX, l'écart que l'entreprise a payé sur ses obligations à 10 ans par rapport à la dette libellée en dollars émise par le Mexique a grimpé à plus de 5 points de pourcentage cette année, contre environ 1,2 point de pourcentage avant 2019, selon les données compilées par Bloomberg. Par ailleurs, en juillet dernier, le Ministère des finances a accordé à PEMEX une injection de capital d'environ 4 milliards de dollars et a reporté le paiement de l'impôt sur les bénéfices.

3. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

L'agence de notation Moody's met en garde le gouvernement du Mexique sur le risque de financer à nouveau la dette de PEMEX. Ce soutien constitue en effet une menace pour la notation souveraine du pays. Depuis 2019, le soutien financier du gouvernement à l'entreprise atteint 41 Mds USD, principalement alloué au remboursement de la dette et à la raffinerie *Olmecca*. L'agence a abaissé la note de PEMEX de BB- à B+ en juillet dernier, avec *outlook* négatif en raison de la faiblesse des résultats d'exploitations, des besoins de financement importants et de l'incertitude croissance quant à la volonté du gouvernement de soutenir l'entreprise. Cette dernière fait face à une dette de 4,6 Mds USD en 2023, puis de 11 Mds USD en 2024.

Selon l'annonce du président AMLO, la raffinerie de *Dos Bocas* aurait commencé à produire du pétrole, plus d'un an après son inauguration en juillet 2022. Le président a précisé que cette raffinerie devrait produire jusqu'à 290 000 barils d'essence par jour. PEMEX compte également sur *Dos Bocas* pour atteindre ses objectifs de production d'ici 2024, de 1,85 Mb/j (millions de barils par jour).

4. Indicateurs Bourse, Change et Pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur 1 an glissant	Niveau le 06/09
Bourse (IPC)	0,98%	+16,77%	52 971 points
Change MXN/USD	3,29%	-11,79%	17,6
Change MXN/EUR	1,89%	-5,66%	18,82
Prix du baril mexicain	15,40%	0,79%	83,00

Amérique centrale

INDICATEURS MACROECONOMIQUES POUR LE CA-4

	GT	SV	HN	NI
Inflation interannuelle en juillet 2023	4,53%	3,34%	5,15%	8,17%
Croissance interannuelle PIB T1	3,7%	0,9%	1,8%	3,5%
Flux IDE entrants au T1 2023 (en M USD)	394,6	142	208,7	596,5
Exportations S1 2023 (en M USD)	7 544 (-8%)	3 439 (-7%)	6 077 (-5%)	3 983 (-2%)
Importations S1 2023 (en M USD)	-	7 786 (-10%)	9 564 (-8%)	4 716 (-6%)

RIN à juillet 2023 (en M USD et mois d'importation)	21 112 12	2 617 1,9	7 799 5	4 989
Remesas accumulées à juillet 2023 (en M USD)	11 300 (+12%)	4 020 (+5%)	5 306 (+8%)	2 623 (+57%)

1. GUATEMALA

Bernardo Arévalo, le candidat du parti de centre-gauche Semilla, a remporté le 20 août les élections présidentielles avec 60 % des suffrages, mais les tentatives de suspension du parti se sont poursuivies après l'officialisation des résultats du second tour. Le Registre des citoyens, organe dépendant du Tribunal suprême électoral (TSE), a suspendu le 28 août le statut juridique du parti Semilla, conformément à l'ordre du juge pénal Fredy Orellana. Après un recours en annulation par le président élu, le TSE a levé le 3 septembre la disqualification de parti Semilla jusqu'au 31 octobre (date à laquelle le processus électoral en cours prendra officiellement fin), laissant ainsi la possibilité au Ministère public de poursuivre ses attaques à partir du 1^{er} novembre. La perte de la personnalité juridique du parti Semilla ne devrait pas empêcher le président élu d'entrer en fonction le 14 janvier, mais pourrait priver son parti, qui sera alors la troisième force au Congrès, du droit de disposer d'un groupe parlementaire (et notamment d'une présence de commission).

Selon l'agence de notation Fitch Ratings, les résultats de l'élection présidentielle ne devraient pas entraîner de changements majeurs dans la politique macroéconomique du pays. Le programme de Bernardo Arévalo prévoit une augmentation substantielle des dépenses sociales, financées par une amélioration de la collecte des impôts (plutôt qu'une hausse des taux ou assiettes d'imposition) et une augmentation des emprunts, mais les plans gouvernementaux risquent de se heurter au conservatisme fiscal du Congrès. L'agence de notation a également noté que la campagne électorale avait mis en évidence la faiblesse de la gouvernance au Guatemala, qui constitue un obstacle majeur à la poursuite de l'élan haussier des notations. Pour rappel, la note de la dette

souveraine du Guatemala avait été relevée à BB en février 2023.

Le gouvernement sortant a présenté, le 1er septembre, une proposition de budget de 15,84 Mds USD pour 2024, en hausse de 5,7 % par rapport au budget **en cours d'exécution et 8,1 %** de plus que le budget initialement approuvé par le Congrès pour 2023. Sur ce total, 65 % sont destinés aux dépenses de fonctionnement, 18,4 % à l'**investissement et 16,6 % au service de la dette**. Ces dépenses seraient financées à 78,9 % par la collecte d'impôts et le reste par émission de dette publique pour un montant de 1,73 Md USD. Le déficit budgétaire fiscal devrait s'établir à 1,7 % du PIB. Jonathan Menkos, député du Movimiento Semilla pressenti pour exercer le poste de Ministre des Finances, a déclaré que selon le plan de gouvernement du président élu, un budget de 16,20 Mds USD pour la première année d'administration serait nécessaire (soit 360 M USD de plus que la proposition de budget du gouvernement sortant). Après sa prise de fonction en janvier 2024, le nouveau gouvernement aura la possibilité de proposer une loi de finance rectificative afin de modifier le budget qui sera voté par le Congrès dans les semaines qui viennent.

Après avoir remporté le quatrième appel d'offres du *Plan de Expansión de Generación* (PEG-4), plus de 15 entreprises produiront 398 MW supplémentaires à partir de 2026. Sur un total de 398 MW, 12 nouvelles centrales en cours de construction produiront 235 MW d'énergie avec garantie de puissance et 40 MW d'énergie provenant de centrales intermittentes (solaire ou éolien) pour une durée de 15 ans à partir de 2026 et 2028. Quatre centrales existantes continueront à fonctionner entre 2026 et 2028, afin de compléter la génération d'énergie, avant que toutes les nouvelles centrales ne commencent à produire. L'adjudication a été accordée à un prix moyen de 79,18 USD / MW, nettement inférieur au prix moyen obtenu lors des précédents appels d'offre (plus de 100 USD). Plus de la moitié (51 %) sera produit avec des ressources renouvelables, 18 % avec des ressources mixtes (renouvelables et non

renouvelables), 20 % avec des ressources non renouvelables et 11 % avec du gaz naturel.

2. EL SALVADOR

Nayib Bukele a nommé Alejandro Zelaya, **jusqu'alors Ministre des Finances, directeur pays** de la BCIE le 17 juillet dernier, en remplacement de Luis Rodriguez. Jerson Rogelio Posada Molina, ancien vice-ministre des Finances, devient Ministre intérimaire des Finances.

Le gouvernement a accepté la proposition des banques privées du Salvador, réunies au sein de **l'ABANSA (Asociación Bancaria Salvadoreña),** de restructurer la dette publique de court terme. La dette de court terme est structurée en deux instruments, les bons du Trésor (LETES) et les certificats du Trésor (CETES), totalisant 2,57 Mds USD en juin 2023, soit 7,3% du PIB (sur une dette publique totale de 28,6 Mds à juin, soit 83,7% du PIB). Elle est principalement détenue par les banques domestiques et les administrateurs de **fonds de pension, l'accès aux marchés internationaux étant contrarié face au taux d'intérêt prohibitif proposé.** Pour sortir de cette spirale de roll-over de dette à court terme dans laquelle le gouvernement s'est engouffré, l'ABANSA a ainsi proposé un programme d'émission d'obligations à échéance de 7 ans, visant à remplacer celles dont l'échéance est d'un an. L'impact de ce processus sur les taux d'intérêt demeure incertain.

Inauguration du ferry de fret reliant le port de La Unión (El Salvador) à celui de Caldera (Costa Rica) le 10 août. Le ferry effectuera deux allers-retours par semaine, sans passer par le Honduras ou le Nicaragua. Chaque trajet ne nécessitera que 18 heures (670km), contre 96h par voie terrestre (970km). Il est opéré par l'entreprise Blue Wave Corporation, créée pour l'occasion. Les autorités espèrent accélérer les échanges commerciaux bilatéraux grâce à la mise en service de cette nouvelle route commerciale par voie maritime, ces derniers s'élevant à 670 M USD en 2022.

3. HONDURAS

Après avoir réalisé le premier versement de 6,2 M USD en apport au capital social de la CAF, le Honduras a officiellement intégré le **Conseil d'Administration de l'institution multilatérale**. Ce versement fait suite à la promulgation de l'adhésion du Honduras à la CAF par la présidente Xiomara Castro en juillet dernier, malgré la non-ratification par le Parlement. Les apports en capital se réaliseront chaque année pendant neuf ans, pour un total de près de 400 M USD. Dans la région du CA-4, seul El Salvador est membre de la CAF depuis mars 2022.

Le FMI et le Honduras se sont accordés sur un programme de 830 M USD sur 3 ans, qui demeure **soumis à l'aval du Conseil d'Administration de l'institution, prévu le 21 septembre**. Ces fonds seront issus du mécanisme élargi de crédit (MEDC) et de la facilité élargie de Crédit (FEC) du FMI et serviront à augmenter la marge de manœuvre budgétaire du gouvernement pour faciliter la mise en place de réformes économiques structurelles (dépenses sociales et d'investissement).

Les députés ont approuvé en juillet une loi habilitant le Honduras à conclure des transactions carbone avec des entités et organisations étrangères. **Cette loi, intitulée "Ley Especial de las transacciones de carbono forestal para la justicia climática", autorise les autorités à réaliser les opérations de type « Debt-for-Nature/Carbon Swap », par lesquelles les créanciers accorderaient un allègement de la dette publique en échange d'un engagement du gouvernement à conserver et préserver un espace naturel. Ces opérations visent à libérer des ressources financières destinées à la lutte contre le changement climatique sans sacrifier les dépenses pour d'autres priorités de développement ou sans augmenter les fragilités macroéconomiques.**

4. PANAMA

Selon le Ministère de l'économie et des finances (MEF), au S1 2023, le déficit budgétaire du **secteur public non financier s'élèverait à 2,5 Mds USD**, soit une hausse de 33 % en variation annuelle. À ce rythme, selon les prévisions du gouvernement, le déficit public s'établirait à 3,1 % du PIB en 2023, au-dessus de l'objectif de 3 % fixé par la loi sur la responsabilité sociale des finances publiques.

Selon le Secrétariat à l'intégration économique centraméricaine (SIECA), le marché centraméricain est l'un des plus développés de la région Amérique Latine et Caraïbes, avec un important potentiel de consommation qui représente environ 87 % du PIB de la sous-région Amérique centrale. Le Panama n'exporte que 5,26 % de ses marchandises vers le SIECA, après le Salvador (56,1 %), le Guatemala (42,6 %), le Honduras (25,4 %), le Nicaragua (24,2 %) et le Costa Rica (18,5 %).

Près de la moitié de la population panaméenne **serait opposés à l'approbation du nouveau contrat de concession de la mine de cuivre entre le Gouvernement de Panama et l'entreprise Minera Panama**. Des organisations sociales et environnementales ainsi que des représentants des communautés indigènes craignent notamment les mesures permettant « l'expropriation » de certaines terres. La société minière serait habilitée à acquérir des terres publiques ou privées, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la zone de concession. Dans le cas des terres privées, les propriétaires qui refuseraient de vendre à la société minière seront soumis à une procédure d'expropriation. Les opposants contestent aussi : (i) le prix de l'eau payé par la mine (0,02 USD/m³ pour *Minera Panama* contre 0,75 USD/m³ pour le Canal de Panama); (ii) le manque d'engagements environnementaux; et (iii) le niveau de rémunération du kilo de cuivre (deux fois inférieur à celui d'une concession du même groupe en Zambie). Le contrat comprend une redevance entre 12 et 16 % des revenus de la

mine, avec un paiement minimum de 375 M USD par an.

En raison notamment du phénomène climatique « El Niño », le Canal de Panama est confronté à **une diminution importante des volumes d'eau** disponibles dans le Lac Gatún permettant le fonctionnement des écluses. En conséquence, l'administration du canal de Panama a **réduit le nombre de navires autorisés à entrer dans la zone du Canal de 38 à 32 navires par jour. Plus d'une centaine de navires sont en attente pour traverser le Canal, certains avec des retards atteignant dix jours.** Afin de préserver le tirant d'eau, des mesures sur le tonnage maximal ont été ajoutées. Les plus gros navires comme les Evergreen Max (43 pieds) sont obligés de déposer des marchandises qui sont acheminées d'une façade à l'autre par voie terrestre.

La récente mission de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) décrit la situation de déficit du volet retraite de la Caisse de Sécurité Sociale (CSS) comme « critique » et conseille le gouvernement de Laurentino Cortizo de prendre des décisions rapides. Selon le rapport de l'OIT, en 2024, la réduction du nombre de cotisants, et donc des recettes, face à l'augmentation du nombre de pensions à payer et l'épuisement des réserves du sous-système de retraite par répartition conduirait à une forte pression sur les dépenses de la CSS. Selon les projections de l'OIT, pour 2024, les revenus du fonds d'Invalidité, Vieillesse et Décès (IVM) devraient être de 1,5 Md USD et les dépenses de 2,7 Mds USD. L'OIT prévoit pour 2050 un déficit nominal du régime de retraite par répartition de 7,5 Mds USD.

L'agence de notation S&P a amélioré la perspective sur la notation de la dette souveraine du Panama de négative à stable. Cette amélioration tient compte de bonnes perspectives de croissance notamment (5 % en 2023 selon le FMI). La note se maintient à BBB, en catégorie *investment grade*.

5. NICARAGUA

Après un an de négociations, un accord de libre-échange a été signé entre le Nicaragua et la Chine, dont les échanges commerciaux se sont élevés à 760 M USD en 2022. Les détails sur le contenu de l'accord de libre-échange ou sur les produits inclus n'ont pas été rendus publics. Par ailleurs, le gouvernement nicaraguayen a annoncé avoir signé un premier protocole avec la Chine en vue d'exporter de la viande bovine vers le géant asiatique.

L'accès au financement international se tarit pour le gouvernement Ortega-Murillo, confronté au blocage de décaissements de la BCIE et du Fonds vert pour le Climat (GCF) de l'ONU pour un montant total de près de 500 M USD. Le premier blocage concerne le décaissement de 116,6 M USD du GCF pour le projet BIO-CLIMA visant à réduire la déforestation et à renforcer la résilience dans les biosphères de Bosawás et de Río San Juan, suite à une plainte déposée par des communautés indigènes dénonçant le non-respect des politiques et procédures du GCF. Managua a 120 jours pour se conformer aux exigences du GCF et débloquent le décaissement. De son côté, le BCIE a retardé de six mois le décaissement de 352,58 M USD pour l'expansion et l'amélioration de routes. Le prêt avait été accordé par le président de la BCIE, Dante Mossi, parfois considéré comme proche de la famille Ortega-Murillo pendant son mandat, qui n'a pas été réélu en mai dernier et devra quitter ses fonctions en décembre. Le nouveau président de la BCIE sera chargé d'autoriser ou d'annuler le déboursement, ce qui met l'administration sandiniste en difficulté, les travaux à financer par ce prêt ayant déjà été attribués par le gouvernement.

Le Nicaragua a signé un accord économique et **commercial avec la Biélorussie, afin d'accroître la coopération bilatérale, en matière d'agriculture** notamment. Une délégation biélorusse s'est rendue au Nicaragua fin juillet et a signé une série d'accords bilatéraux dans les domaines du commerce, de l'investissement, de la coopération scientifique et technique, de

l'agriculture et de la culture. Les deux parties ont également convenu d'une feuille de route pour la coopération dans le domaine de l'agriculture, ainsi que d'une coopération pour l'achat de véhicules de transport, tels que des voitures et des bus, et de l'abolition des visas mutuels.

6. COSTA RICA

Selon le Ministère des Finances, ces deux prochaines années, le pays recevrait 2,8 Mds USD en provenance de huit prêts extérieurs octroyés par des institutions financières internationales et régionales (1 Md USD en 2023, soit 1,38 % du PIB puis 1,8 Mds USD pour 2024, soit 2,24 % du PIB). La majorité de ces opérations visent à substituer la dette contractée auprès d'autres acteurs par des prêts avec des conditions financières plus avantageuses et des programmes permettant d'accompagner le pays dans son adaptation au changement climatique, comme le programme de fonds fiduciaires pour la résilience et la durabilité (RST).

L'entreprise étatsunienne Intel renforce sa présence au Costa Rica, illustrant le phénomène de *nearshoring* dans la région, en programmant d'investir 1,2 Mds USD ces deux prochaines années pour de la formation et l'agrandissement de ses infrastructures. La Directrice générale de Intel Costa Rica confirme que le groupe souhaite maintenir ses opérations actuelles dans la production de semi-conducteurs face à une demande mondiale croissante. Cette annonce a eu lieu en marge de la visite officielle du Président de la République du Costa Rica Rodrigo Chaves aux États-Unis.

Le gouvernement du Costa Rica a exclu la participation des entreprises chinoises de la procédure d'appel d'offres pour les infrastructures destinées à développer les réseaux 5G au Costa Rica. Le ministre des sciences, de l'innovation, de la technologie et des télécommunications a indiqué que l'appel d'offres serait lancé auprès des pays signataires de la Convention de Budapest sur la

cybercriminalité, dont la Chine n'est pas signataire. Cette décision affecterait directement l'entreprise Huawei. La Chine a demandé au Costa Rica de mettre en place « un environnement commercial équitable » et estime que « la discrimination et l'exclusion d'entreprises de certains pays sur la base de risques inexistantes vont à l'encontre des lois du marché et du principe de concurrence loyale ».

Caraïbes

1. CUBA

La compagnie australienne Melbana Energy et la société cubaine Union Cuba Petróleo (CUPET) ont confirmé des résultats positifs sur un important gisement de brut dans les eaux territoriales de Cuba. Le forage des puits, situés dans la zone d'exploration de Motembo sur la côte Nord de l'île, a débuté suite à la signature d'un contrat en 2014 accordant à Melbana une période d'exclusivité de 8 ans et demi. Après avoir exploré de manière satisfaisante le puit Alameda-1, la compagnie australienne a commencé le forage de la zone Alameda-2, dont les travaux se sont achevés en juillet 2023, avec une production potentielle de 1 100 barils par jour. En outre, le pétrole récupéré est plus léger et a une plus faible teneur en soufre par rapport aux gisements habituels dans la région de Matanzas. D'après les experts locaux, ces résultats seraient les meilleurs obtenus par les investisseurs étrangers opérant à Cuba ces dernières années.

2. TRINITE ET TOBAGO

L'agence de notation Moody's a confirmé la notation Ba2 de la dette souveraine de Trinité-et-Tobago et a amélioré la perspective de « stable » à « positive ». L'amélioration de la perspective est basée sur l'hypothèse que le gouvernement devrait poursuivre sa politique d'assainissement budgétaire soutenue par les revenus exceptionnels tirés du secteur énergétique.

L'agence de notation Standard & Poors (S&P) a confirmé sa notation BBB- (considérée comme la note la plus basse de la catégorie investissement), avec une perspective stable, pour Trinité-et-Tobago. Prévoyant une croissance de 2,5 % et 1,7 % de l'économie trinitadienne en 2023 et 2024 respectivement, S&P a averti de l'effet restrictif de la rigidité de la politique de taux de change et du **taux d'inflation** (5,8 % en 2022) qui devrait rester élevé en 2023.

Le **budget de l'Etat** a enregistré un excédent de **88 M USD sur la période d'octobre 2022 à mai 2023**. Le Ministre des finances a annoncé que le déficit budgétaire annuel ne serait pas aussi élevé en 2023 que la prévision faite en 2022, soit 223 M USD sur un budget de dépenses de 8,5 Mds USD.

3. HAÏTI

Le ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI) a mis en place un programme de subventions pour le transport et les petites et **moyennes entreprises d'Haïti**. Le 5 septembre 2023, le MCI a organisé une cérémonie de remise de cartes pétrolières et de chèques dans le cadre de la phase pilote du programme de subvention ciblée pour les véhicules de transport en commun et d'encadrement des petites et moyennes entreprises. Cette activité, qui s'inscrit dans le cadre du programme multisectoriel pour l'apaisement social et la réinsertion des groupes vulnérables, mis en place par le gouvernement, en partenariat avec le Fonds monétaire international, a pour objectif d'améliorer les conditions de vie des couches marginalisées de la population et de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

4. BAHAMAS

Une mission de l'assistance technique du FMI confirme que la Banque Centrale des Bahamas (CBOB) **a progressé dans la mise en œuvre des plans de redressement** pour les banques nationales d'importance systémique (DSIB) mis en place en 2019. Sur la base de ces progrès, la

mission recommande que la CBOB fournisse aux DSIB un retour d'information structuré sur leurs plans de redressement initiaux et, sur la base des enseignements tirés du projet pilote, qu'elle fournisse à toutes les banques et coopératives de crédit des orientations actualisées pour l'ensemble du secteur. La coopération avec les autorités de surveillance nationales des banques à capitaux étrangers devrait également être renforcée, afin de s'assurer que les plans de redressement de la banque mère traitent de manière adéquate les mesures de redressement des filiales aux Bahamas.

5. REPUBLIQUE DOMINICAINE

La Banque centrale de la République dominicaine (BCRD) a annoncé, le 31 août 2023, une diminution de 25 points de base de son taux d'intérêt directeur, de 7,75 à 7,50 %. Lors de sa réunion de politique monétaire, la BCRD a indiqué avoir réduit le taux de la facilité permanente pour l'expansion des liquidités (Repos à 1 jour) de 8,25 à 8,00 % par an ; tandis que le taux pour les dépôts rémunérés (Overnight) a été réduit de 6,75 à 6,25 % par an. Dans un communiqué de presse, l'entité a déclaré que les mesures adoptées pour réduire les taux d'intérêt dans le système financier sont dues à la **réduction significative de l'inflation en glissement annuel**, se situant dans la fourchette cible de 4 % ± 1, %.

Le président de la République dominicaine réaffirme son soutien au développement des énergies renouvelables. Lors d'un événement organisé par le Conseil unifié des compagnies de distribution d'électricité (CUED), le président Abinader a indiqué que stimuler la flexibilité et la diversification du mix énergétique est l'une des priorités de son gouvernement. Depuis 2020, le gouvernement dominicain a signé 34 contrats d'achat d'énergie renouvelable, représentant 1 812 MW, soit une croissance de 395 % de la capacité contractuelle d'énergie verte par rapport à la période 2007-2019. En outre, le président a mis l'accent sur l'extension du réseau de transport d'électricité, qui présente le besoin d'être développé de toute urgence.

6. JAMAÏQUE

Le Conseil d'administration du FMI a conclu le 31 août la première revue de la ligne de précaution et de liquidité (PLL) de la Jamaïque. La PLL sert **d'assurances contre les chocs externes, avec un accès à 611 M USD.** Face aux contextes macroéconomique et géopolitique, les autorités jamaïcaines continuent de considérer la PLL comme une mesure de précaution. Le FMI a salué l'engagement de la Jamaïque en faveur de la stabilité macroéconomique (lutte contre l'inflation avec une action forte de la Banque Centrale) et le cadre politique solide qui permet au pays de naviguer dans un environnement international difficile. Les autorités ont continué de renforcer la politique fiscale et financière, et **mettent en œuvre un programme ambitieux de politique climatique.**

7. SAINT VINCENT ET LES GRENADINES

Saint-Vincent-et-les-Grenadines et Taiwan ont signé deux accords avec 4,2 M USD **d'investissement afin d'approfondir leur coopération** dans le domaine agricole. Le Ministre de l'Agriculture a précisé que les accords portent sur : (i) l'amélioration de l'élevage du bétail ; et (ii) l'amélioration de la gestion des cultures maraîchères et de la manutention après récolte.

8. GRENADE

Le Ministre des finances a annoncé que le programme de Citoyenneté par investissement avait rapporté 58 M USD (157 M dollars des caraïbes orientales) sur le premier semestre 2023, un niveau record. Le programme doit rapporter près de 89 M USD en 2023 et est sur le premier semestre la troisième source de revenus **du gouvernement, derrière l'impôt sur les revenus et la TVA avec 84,8 M USD et les droits de douanes avec 78,3 M USD.**

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

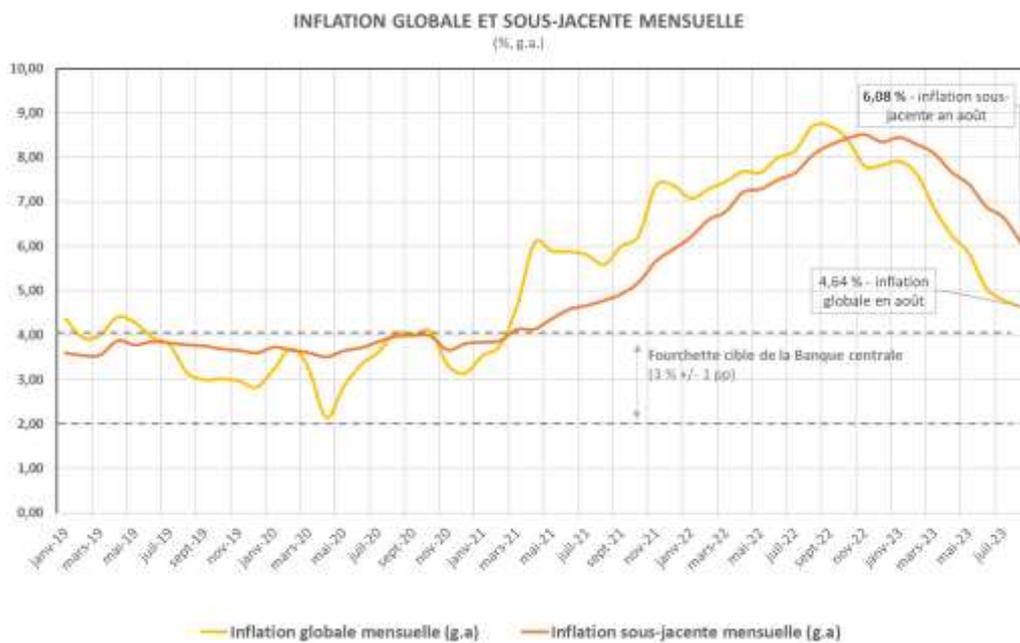
Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Prévision FMI 2023	Prévision FMI 2024	Dettes publiques (% PIB, 2023, prév FMI)	Inflation (fin 2023, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,1	1 414,1	- 8 %	4,7 %	3,1 %	1,8 %	1,6 %	55,6 %	5 %	11,25 %
Belize	0,4	3,0	-13,4 %	15,2 %	11,4 %	3 %	2,0 %	60,4 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,2	68,4	-4,3 %	7,8 %	4,3 %	2,7 %	3,2 %	63,5 %	3,9 %	6,50 %
Guatemala	18,7	93,7	-1,8 %	8 %	4,0 %	3,4 %	3,5 %	28,6 %	6,4 %	4,75 %
Honduras	10,3	31,5	-9 %	12,5 %	4 %	3,7 %	3,5 %	n/d	6,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,6	15,8	-1,8 %	10,3 %	4,0 %	3,0 %	3,3 %	44,5 %	6,1 %	7,00 %
El Salvador	6,3	31,6	-8,2 %	10,3 %	2,8 %	2,4 %	1,9 %	76,1 %	2,5 %	--
Haïti	12,1	20,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	0,3 %	1,2 %	20,3 %	44,5 %	10,00 %
Jamaïque	2,7	16,0	-9,9 %	4,6 %	4,0 %	2,2 %	2 %	77,9 %	5,5 %	7,00 %
Panama	4,3	72,0	-18 %	15,3 %	10 %	5 %	4 %	54,3 %	3,1 %	--
République Dominicaine	10,6	112,5	-6,7	12,3 %	5 %	4,3 %	5 %	58,3 %	5,7 %	7,50 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source: FMI, World Economic Outlook, Avril 2023

– Annexe Graphique – Mexique –

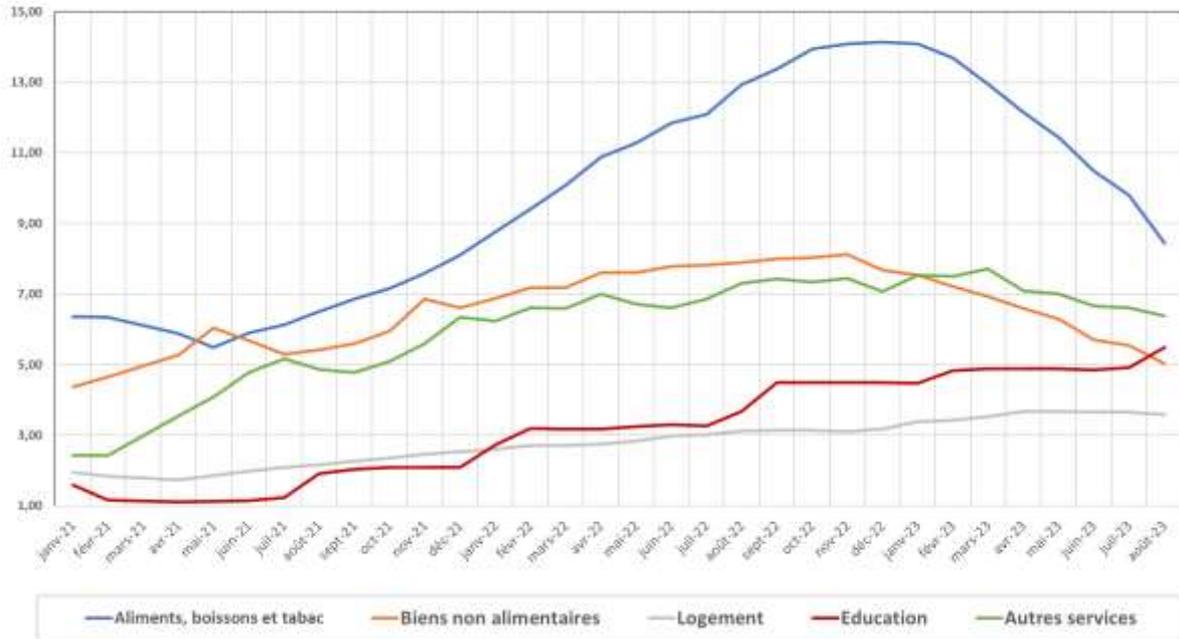


Source : Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

EVOLUTION DES COMPOSANTES DE BASE DE L'INFLATION
(% g.a.)



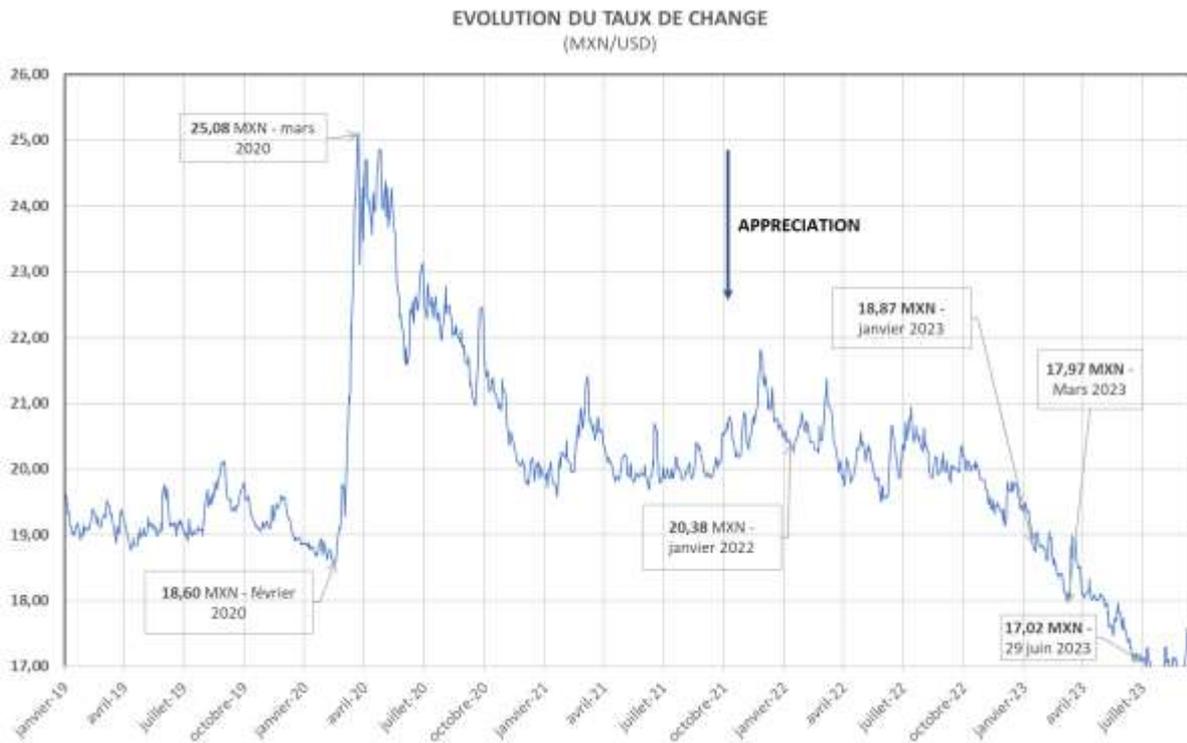
Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

DIFFÉRENTIEL DE TAUX DIRECTEUR
ENTRE BANXICO ET LA RÉSERVE FÉDÉRALE AMÉRICAINNE (%)

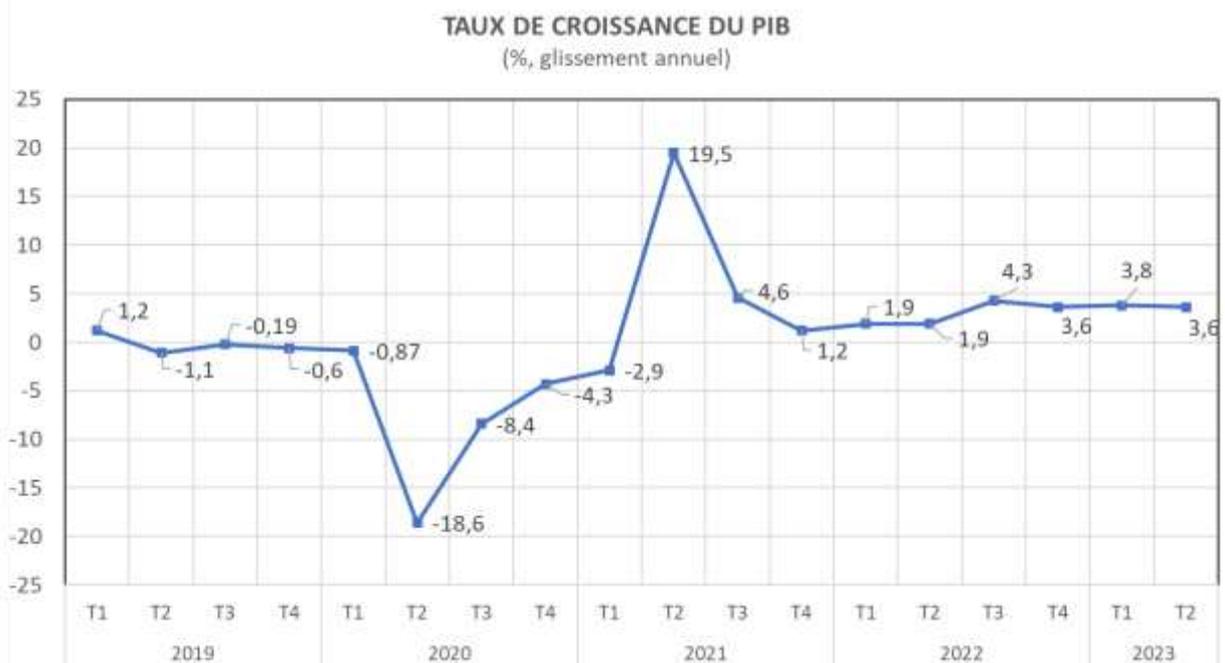


date	taux d'intérêt directeur de Banxico	Fourchette haute de taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (ndb)
mars-22	6,50	0,50	600
avr-22	6,50	0,50	600
mai-22	7,00	1,00	600
juin-22	7,75	1,75	600
juil-22	7,75	1,75	600
août-22	8,50	2,50	600
sept-22	9,25	3,25	600
oct-22	9,25	3,25	600
nov-22	10,00	4,00	600
déc-22	10,50	4,50	600
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine

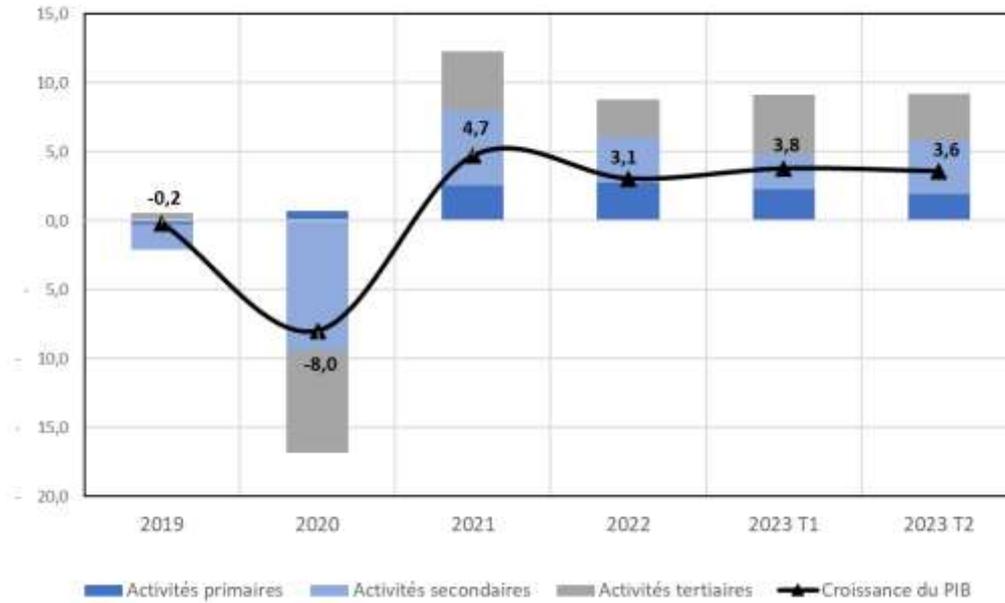


Source : Banque centrale du Mexique



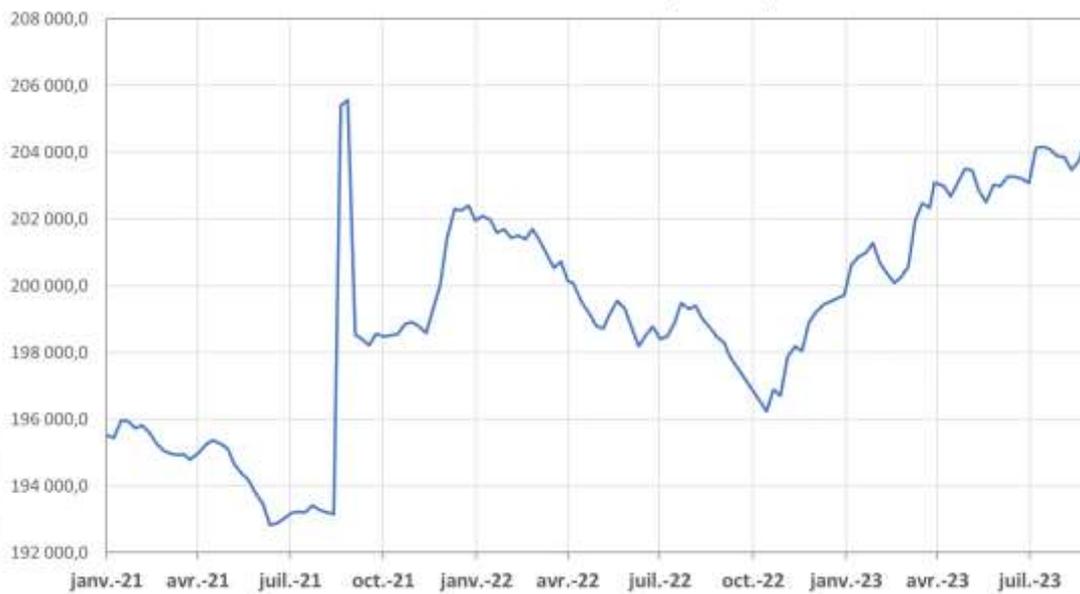
Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

DECOMPOSITION DE LA CROISSANCE PAR TYPE D'ACTIVITES
 (% , g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

Montant des réserves internationales (en M USD)



Source : Banque centrale du Mexique